

Le bassin houiller de l'Aveyron. Étude de développement industriel

André Garcia

Citer ce document / Cite this document :

Garcia AndréGarcia André. Le bassin houiller de l'Aveyron. Étude de développement industriel. In: Revue géographique des Pyrénées et du Sud-Ouest, tome 30, fascicule 4, 1959. pp. 359-386;

doi : <https://doi.org/10.3406/rgpso.1959.1556>

https://www.persee.fr/doc/rgpso_0035-3221_1959_num_30_4_1556

Fichier pdf généré le 20/03/2023

Résumé

Née en 1825 de l'exploitation des minerais locaux, l'industrie decazeilloise fut l'une des premières, en France, à être basée sur la sidérurgie au coke. Moderne et travaillant pour le marché du rail, elle se développa jusqu'au milieu du siècle. Mais l'essor de la sidérurgie lorraine, et le déplacement vers le Nord des marchés de consommation firent apparaître peu à peu les inconvénients de cette localisation. Plusieurs crises prouvèrent que la métallurgie lourde y est condamnée au profit de productions plus élaborées. La sidérurgie est restée corps étranger dans une région agricole pauvre, aucune fonction commerciale n'a pu se développer. Après reconversion, il faudra trouver à employer sa population ouvrière et son équipement.

LE BASSIN HOUILLER DE L'AVEYRON

ÉTUDE DE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

par **André GARCIA**

Cellule économique isolée sur la bordure occidentale du Massif Central, le bassin houiller de l'Aveyron est un cas typique d'industrialisation lourde en milieu rural pauvre. L'un des tout premiers centres français où s'est installée une sidérurgie au coke, il a vu littéralement naître et se greffer, sur un médiocre bocage de ségala, une activité industrielle moderne. Il est intéressant de suivre pas à pas les efforts des maîtres de forges pour créer un petit complexe local voué à cette gageure, la métallurgie lourde, dans un pays qui avait à constituer tout son réseau de relations techniques, commerciales ou financières.

I. LES CONDITIONS ET LES DÉBUTS DE L'INDUSTRIALISATION

Le bassin houiller est entouré de petites ensembles géologiques, qui sont autant de « pays » humains : bassin tertiaire de Maurs au Nord, causse de Montbazens au Sud, bassin permien du Rougier au Sud-Est, plateaux cristallins partout ailleurs (fig. 1). Il se trouve au centre de la longue frange Nord-Sud des plateaux cristallins bordant à l'Ouest les hauts sommets du Massif Central. Cette situation le rejette à l'écart des grands courants d'échanges et des principaux centres de consommation : le plus proche, Toulouse, est à 171 km et Paris à 615; les temps de trajet sont d'ailleurs anormalement accrus, sur un réseau non encore électrifié, par un relief difficile.

1. **Le bassin houiller.** C'est surtout la présence de houille qui attirera l'industrie. Un fossé structural dans le matériel cristallin ou métamorphique du Rouergue a vu s'accumuler les couches du Primaire inférieur violemment plissées et cassées dans le détail. Une violente érosion de ces roches peu compactes a découpé les couches supérieures, créant ainsi une dépression morphologique par rapport aux plateaux cristallins avoisinants,

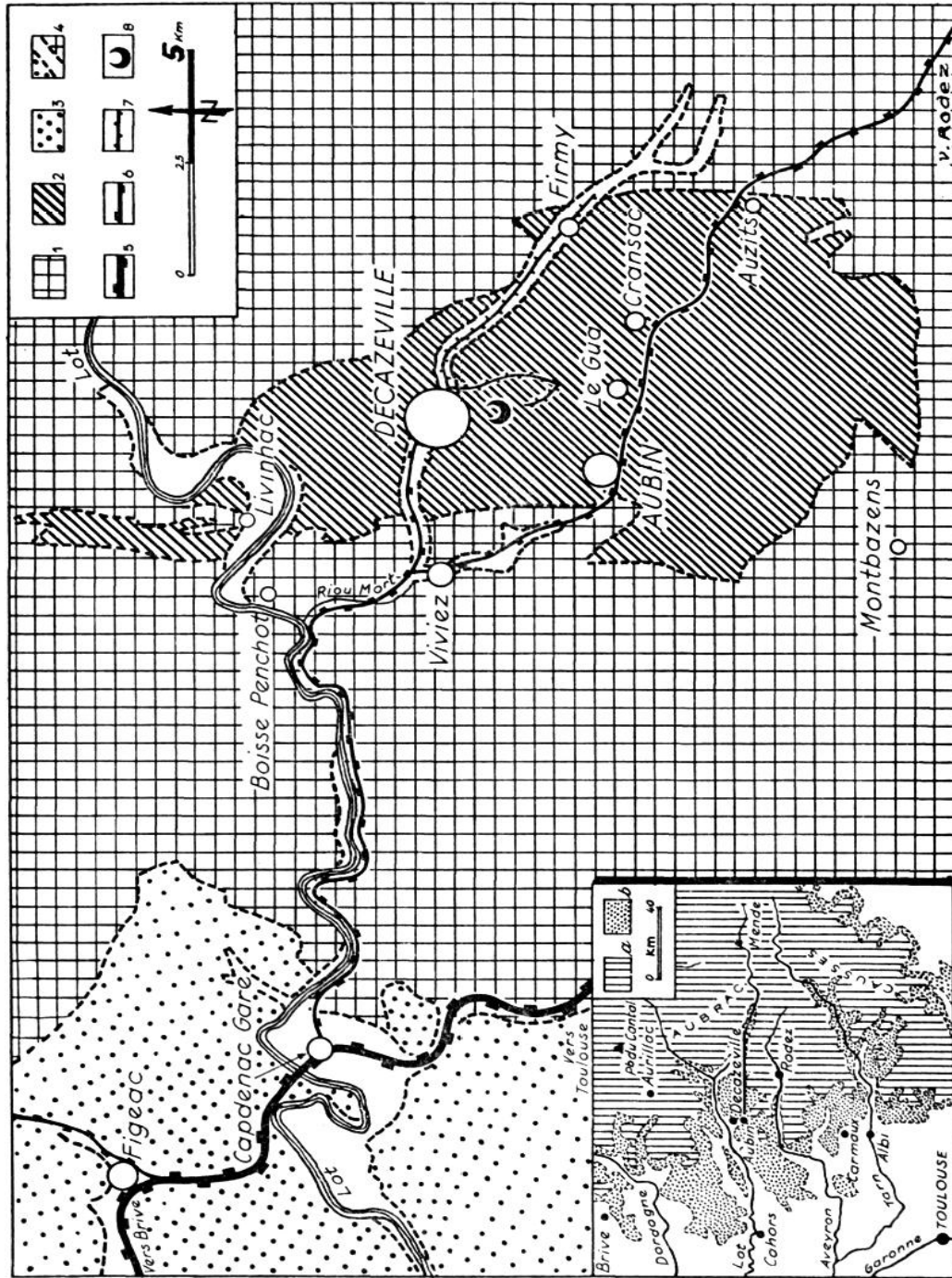


FIG. 1

La région de Decazeville.

1. Massif ancien.
 2. Terrains houillers.
 3. Terrains secondaires.
 4. Plaines alluviales.
 5. Chemin de fer Paris-Toulouse.
 6. Autres voies ferrées à écartement normal.
 7. Voies ferrées d'exploitation minière.
 8. Découverte.
- Carton de localisation :* a, altitudes supérieures à 500 m. b, de 300 à 500 m.

mais surtout laissant affleurer la houille en de nombreux points (fig. 2).

Trois systèmes de couches font l'objet d'une exploitation. Le système supérieur le plus étendu, a les formations les plus épaisses (couches de Bouran : 60 m). Ses couches sont moins violemment plissées que celles des systèmes inférieurs, ce qui facilite l'extraction. Elles affleurent en plusieurs points, ce qui a permis leur exploitation en découvertes. Elles ont assuré dès le début et plus encore aujourd'hui la rentabilité du bassin, malgré la médiocre qualité de leurs produits. Le système moyen fournit un charbon bien meilleur, mais le morcellement des couches est extrême. Le système inférieur n'est connu que dans le Sud-Ouest du bassin, près d'Auzits. Il est caractérisé par la régularité et la faiblesse des assises. A l'Ouest de la faille Bagnaud (dont le rejet est de 300 m) il est au niveau du système moyen. On s'active donc à rechercher, à l'Est de la faille, son hypothétique prolongement qui assurerait au bassin quelques années supplémentaires de production.

Les ressources sont réduites. Des recherches sous le Permien et le Lias voisins ont été décevantes. On évalue à 25 ou 35 millions de tonnes le total des réserves, ce qui assurerait, au rythme actuel, une trentaine d'années d'exploitation.

D'autres richesses minières ont contribué à fixer l'industrie : le minerai de fer houiller a joué un rôle de localisation important, comme celui des *black-bands* anglaises. L'exploitation en a persisté jusqu'à la Grande Guerre mais a été abandonnée par la suite (pavreté du minerai, excès de silice et de phosphore). Le minerai de fer oolithique voisin de Mondalazac a été exploité jusqu'en 1919. Le filon d'hématite manganésée de Kaymar est également abandonné. La castine de Montmurat reste employée comme fondant. La calamine de Figeac a contribué à attirer l'usine de zinc de Viviez. Divers minéraux rares (alun, spath-fluor, baryte, galène etc) n'ont jamais pu être exploités de façon très rentable. Citons enfin, pour mémoire, le brillant passé médical des eaux chaudes de Cransac, à l'époque gallo-romaine.

Le bassin houiller se présente comme une zone déprimée (350 à 450 m alors que que les sommets avoisinants atteignent 550 à 670 m). Le relief y est plus morcelé, les pentes moins fortes, les vallées plus larges. La vallée du Lot s'y étale en belles terrasses alluviales, très précieuses en ce pays où manquent les espaces commodément accessibles. Les hommes furent attirés par le petit ruisseau du Riou-Mort et ses affluents, aux vallées assez largement ouvertes dans les terrains tendres. Malgré sa faible altitude, cette région de modelé en creux connaît les difficultés des sites industriels de montagne.

Un embryon d'exploitation minière utilise dès le Moyen Age quelques richesses secondaires (alun, argent). Quand naît, au XV^e siècle, une modeste extraction de charbon, ces ressources

nouvelles améliorent les conditions de vie. La description d'un médecin, M. Murat, permet d'évoquer, aux environs de 1802, une agriculture de subsistance très classique où cependant quelques signes inquiétants se font jour : insuffisance des céréales, rôle vital des châtaignes, hâte à moissonner une récolte trop attendue. La densité de la population atteint 57 (France 1806-1810 : 51), ce qui laisse supposer un certain surpeuplement.

Par suite de l'opposition des petits propriétaires exploitants,

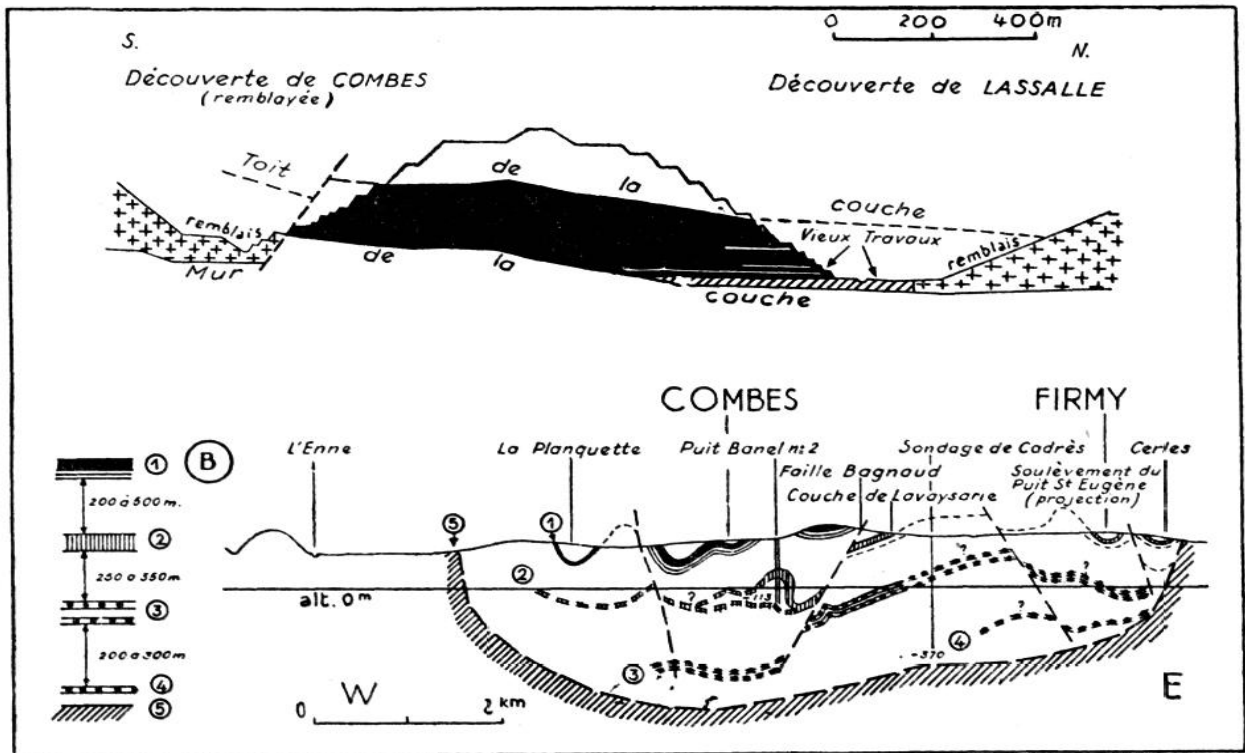


FIG. 2

Coupes à travers le gisement houiller de Decazeville.

En haut, coupe à travers les Découvertes (en noir, la couche productrice). - En bas, coupe Ouest-Est à travers l'ensemble du bassin : 1. Système supérieur. — 2. Système moyen. - - 3. Système Banel Est. - - 4. Système inférieur. - - 5. Fond du bassin (hypothétique).

toute tentative d'exploiter rationnellement le charbon a échoué avant le XIX^e siècle. Les incendies souterrains ravagent les exploitations sommaires des paysans. Ceux-ci utilisent un peu plus de la moitié du charbon extrait pour la consommation domestique, expédiant le reste à dos de mulet ou par le Lot, sur des radeaux provisoires détruits à l'arrivée.

Le bassin se trouve « oublié » entre les voies Paris-Figeac-Villefranche-Toulouse et Paris-Espalion-Rodez-Languedoc. La

route Figeac-Firmy-Rodez (ou Estrade rodanaise) n'était qu'un moyen de rejoindre une voie plus importante; elle n'est d'ailleurs même pas empierrée en 1812. La direction la plus courante est une variante de la voie Nord-Sud : Villefranche-Auvergne par le bassin houiller. Mais cette voie traverse le bassin en coupant ses lignes de crêtes au lieu de suivre les vallées. Les aptitudes commerciales du bassin houiller sont donc médiocres à la fin du XVIII^e siècle.

L'irruption brutale, dans ce petit monde, du grand capital, d'une industrie attachée à la recherche de débouchés lointains, pose à nouveau le problème des relations de l'homme avec l'espace local.

2. Les étapes de la vie industrielle. - *A. La naissance de l'industrie.* - C'est en 1825 que se crée, sur l'initiative du duc Decazes, la première grande entreprise du bassin. Ce magistrat, qui eut une brillante carrière de favori politique, fut assez avisé pour avoir, lors d'un voyage en Angleterre, reconnu l'avenir du haut-fourneau. Il parvient à intéresser à son entreprise la haute finance et l'aristocratie parisienne. Grâce à ces puissants moyens, sans doute aussi à des appuis administratifs, il concentre entre ses mains une grande partie des concessions. Vis-à-vis des paysans propriétaires il aplanit les difficultés en versant de substantielles « indemnités » et promet de ne pas abuser de son monopole pour hausser les prix locaux du charbon. Mais, si Decazes est l'homme d'affaires, venu de loin, c'est à un homme du pays, François Cabrol, que revient la responsabilité technique des premières réalisations.

Plus préoccupé de production que de commerce, Cabrol élève en 1828 un premier haut-fourneau à la Forézie, près de Firmy et entreprend bientôt la construction, sur la houillère, de forges et de plusieurs hauts-fourneaux supplémentaires, sur l'emplacement de l'usine actuelle. Leur histoire est celle de leur adaptation plus ou moins difficile aux conditions économiques et techniques qui se sont présentées depuis 1830.

B. Les années d'essor. De 1830 à 1855 environ, le bassin profite du développement, lent mais ferme, du marché du rail. C'est une surprise heureuse, car les projets de l'usine, antérieurs au chemin de fer, visaient seulement à vendre du « fer marchand » sur le marché intérieur récemment protégé par les tarifs de 1825.

Dans la course à la production, le bassin se trouve en avance grâce à ses puissants moyens et à son modernisme (concentra-

tion technique et financière, réduction au coke). La position du bassin n'était pas si défavorable dans la géographie industrielle de la France d'alors. Le Massif central se place au premier rang et de loin - de la production charbonnière et le bassin d'Aubin est le plus puissant après Saint-Étienne et Blanzy. Le minerai de fer se disperse à travers la France en gisements peu riches : la présence de minerai carbonaté dans le bassin est donc un gros avantage. Vers 1830, les centres de la Loire, de Valenciennes, Blanzy et Le Creusot ne peuvent suffire à saturer le marché. La forte protection douanière, l'importance, très générale en France, des transports dans le prix de revient, permet au bassin d'atténuer l'inconvénient des distances, et en tout cas de se réserver pratiquement l'équipement ferroviaire de l'Aquitaine.

Pendant cette période, la capacité de production de l'usine de Decazeville s'accroît considérablement (10 hauts-fourneaux en 1855; capacité annuelle 25 000 t de rails). Une entreprise concurrente se crée à Aubin en 1848 avec 5 hauts-fourneaux : cette usine devient en 1857 propriété de la Compagnie d'Orléans, héritière du Grand Central, qui construit la ligne Montauban-Rodez. Vers 1858, le bassin produit environ 60 000 t de fonte sur 400 000 en France. C'est à ce moment aussi que s'y fonde une petite usine de zinc.

C. La crise des années 1855-1890. Pendant cette période, les entreprises du bassin, insuffisamment alimentées en capitaux et en matériel moderne, perdent l'avance acquise. La production charbonnière nationale passe péniblement de 8 à 20 millions t de 1860 à 1885. Dans la métallurgie aussi, la production est stagnante ou en faible progrès. Partout les prix baissent. Les lois libre-échangistes expliquent en partie ce marasme. La concurrence est telle que les forges ne peuvent trouver de débouchés que dans les marchés très proches. Pour Decazeville, c'est la crise, car les lignes du réseau du Midi sont achevées et la Compagnie d'Orléans fabrique ses rails à Aubin. Le minerai de fer local se révèle inapte à la fabrication de fers marchands et il faut acheter en Périgord ou en Ariège un minerai plus pur, inapte aussi à la fabrication de l'acier Bessemer qui, deux fois moins cher que l'acier puddlé, devient le produit de base de la métallurgie française. Ainsi disparaît l'avantage de la juxtaposition houille-minerai.

Une autre insuffisance apparaît : celle de la concentration technique et surtout financière des entreprises. Le bassin se trouve absent de l'Exposition des houillères en 1867 par suite

de difficultés et un commentateur explique ce fait par l'insuffisance du fonds de roulement, d'ailleurs générale en France (en Grande-Bretagne, le capital d'exploitation serait en moyenne triple). Aubin entre en liquidation en 1851 : deux ou trois sociétés lui succèdent et en 1857 l'ensemble passe aux mains de la Compagnie d'Orléans. C'est une garantie de santé, au moins pour un temps, grâce au marché ainsi assuré et aussi à la puissance financière élargie de l'entreprise. Les nouveaux maîtres d'Aubin sont alors assez riches pour proposer le rachat de Decazeville et s'assurer le recrutement de mineurs en augmentant le salaire de 65 %. Même soit de capitaux à Decazeville où émission d'emprunts et prêts d'État se succèdent de 1855 à 1861, ce qui n'empêche pas la faillite de 1865. Mais, dans la course aux prix de revient, la position excentrique du bassin de l'Aveyron est un élément défavorable. Les modifications de la géographie sidérurgique s'opèrent au détriment de tous les bassins du Midi et même du puissant bassin de la Loire, au profit du Nord et de la Lorraine en plein essor depuis l'invention du procédé Thomas-Gilchrist.

La compression des frais de main-d'œuvre est un procédé couramment employé dans ce pays socialement isolé. Il y a quelques grèves sanglantes (surtout en 1886) et la région perd ses meilleurs métallurgistes. La production de fer est sérieusement réduite malgré une esquisse de développement des ateliers de construction (charpente et ponts pour la jeune architecture métallique de l'époque). A Aubin toute activité sidérurgique cesse définitivement en 1878. C'est la vente en grand de charbon brut qui permet au bassin de survivre tant bien que mal. Ces années de crise montrent sous un éclairage violent les éléments de sensibilité du bassin : éloignement des centres de consommation ; incertitude des richesses géologiques et aussi indifférence souveraine des hommes qui gèrent les usines en financiers et non en chefs d'entreprise.

D. *La reprise avant 1914.* Dans les vingt années qui précèdent la grande guerre, une reprise a eu lieu, parallèlement au développement général des affaires. La Société *Commentry-Fourchambault* réorganise les installations. Des procédés nouveaux permettent d'obtenir des fontes moins sulfureuses, transformables en acier Martin. A partir de 1905, une aciérie Thomas est créée pour utiliser le minerai de Mondalazac, ce qui nécessite une nouvelle extension de l'usine ; la guerre voit même la construction de fours électriques destinés à affiner l'acier Thomas.

L'intégration financière et commerciale est encore plus bénéfique. Elle répondait au désir de Henri Fayol, maître des forges de Commentry et Fourchambault, de défendre les installations du Centre-Midi contre les puissantes entreprises du Nord et de l'Est. L'apport d'argent frais et l'organisation de liaisons techniques et commerciales avec les autres établissements de la société permit à Decazeville de sortir de son isolement et d'atteindre à l'apogée de son histoire.

E. Entre les deux guerres mondiales. Malgré la reconstruction qui débute en 1921 et les essais d'ententes internationales de l'acier, c'est une période de récession des ventes. Les prix sont trop élevés pour permettre aux produits de la sidérurgie de trouver des débouchés à l'étranger, mais ils sont trop bas sur le plan national pour permettre les investissements indispensables. La comparaison des inventaires de l'usine de Decazeville donnés en 1922 par *l'Illustration économique et financière* et en 1932 par M^{me} Decrocq (13) est très frappante. En 1922, existaient quatre hauts-fourneaux fournissant 380 t de fonte par jour, 3 cornues Thomas, 3 fours Martin, 2 fours électriques, 2 groupes de laminoirs; en 1931, un seul haut-fourneau (100 t); aciérie et laminoirs sont fermés depuis 1928. Ce sont encore les ventes de charbon qui permettent de vivre. L'industrie s'annexe une industrie chimique des dérivés, destinés à valoriser un charbon médiocre. A l'usine de zinc de Viviez, des conditions économiques aussi médiocres sont heureusement contre-balançées par la modernisation de l'équipement et l'adoption du procédé électrolytique.

Cette histoire industrielle agitée appelle quelques constatations. Le bassin de l'Avexron a toujours vu ses propres difficultés précéder, prolonger et amplifier les dépressions générales. L'industrie decazevilloise s'est peu intéressée à l'équipement de la proche région. Elle a toujours cherché à vendre des produits lourds sur un marché national étendu. Cette industrie n'a aucune racine dans l'initiative locale ou même régionale: la faible stimulation du marché paysan dans ces franges du Massif Central, l'absence de grands centres commerciaux proches, une existence quelque peu recluse à l'écart des mouvements de rénovation économique du siècle dernier (y compris la révolution agricole) contribuent à stériliser l'initiative industrielle, à l'inverse de ce qui se passe sur la bordure Est du Massif Central: les capitaux, les hommes et les techniques sont arrivés d'ailleurs, de Paris surtout; cette trop directe dépendance d'un centre d'affaires si éloigné ne pouvait favoriser les réalisations industrielles. Enfin, les en-

treprises du bassin ont toujours été d'une gestion financière difficile : l'auto-financement ayant été insuffisant, les équipements sont trop vieillis pour servir à une production vraiment compétitive. La nationalisation a trouvé un matériel souvent désuet. L'exploitation excessive du charbon dans les périodes difficiles a été préjudiciable pour l'avenir. L'équipement urbain et social du bassin s'en est aussi ressenti.

II. LES ÉLÉMENTS DU COMPLEXE INDUSTRIEL ACTUEL

En 1958, la vie industrielle du Bassin repose toujours sur un petit nombre de grandes entreprises dont l'activité reste orientée vers la fabrication de produits lourds destinés au marché national ou international, presque jamais à la consommation de la proche région. Quatre grands types d'activité, dont les trois premiers sont liés sur le plan technique ou financier : exploitation houillère, métallurgie lourde, chimie des dérivés de la houille. Le dernier, la métallurgie du zinc, conserve son indépendance.

1. **Le charbon : Les Houillères du Bassin d'Aquitaine.** Réquisitionnée en 1944, nationalisée en 1946, l'activité charbonnière a été rattachée aux *Houillères du Bassin d'Aquitaine* (H.B.A.). Pour des raisons techniques, l'exploitation des fours à coke et ateliers annexes a été confiée à une société d'économie mixte : les *Usines Chimiques et Métallurgiques de Decazeville* (U.C.M.D.). Les H. B. A. n'administrent donc directement que les charbonnages et la centrale de Penchot.

Un effort de modernisation a porté sur la concentration des puits, la rénovation du matériel de surface et l'extension des méthodes d'abattage à l'explosif. C'est la « découverte » qui a connu la modernisation la plus spectaculaire. Le problème essentiel était ici l'enlèvement rapide du stérile : le petit chemin de fer decauville est remplacé par de gros camions chargés par d'énormes pelles. L'abandon de la découverte de Combes a fourni un excellent site de décharge (20).

Ces travaux ont entraîné une amélioration des rendements et de la production (tableau 1 et 2), au prix d'une compression des effectifs (tableau 3).

Le charbon extrait de Decazeville est un charbon gras, contenant 50 % environ de produits nobles, 15 % de produits secondaires, le reste inutilisable. Le charbon de la découverte est impropre à la cokéfaction, et même celui qu'on extrait du fond doit être « asséché » avec de l'anhracite. La production dépasse

700 000 t depuis quelques années. Il s'agit malheureusement d'un produit cher au départ même de la mine (la tonne rendue en gare en 1956 : découverte 3 304 F; ensemble du groupe 5 315 F). L'amortissement de la modernisation intervient pour 420 F par tonne, les charges salariales pour 2 745 F (la structure professionnelle assez vieille porte à 94 % du salaire net les charges sociales). Le manque de place intervient aussi : les stockages dus à la récession de 1953-54 ont coûté 450 F la tonne. Il est certain que ce prix de revient sera accru dès que la découverte sera fermée faute de charbon : il ne reste que 150 à 200 mètres de terrain houiller avant d'atteindre l'entonnoir abandonné de Com-

TABLEAU I.- LES RENDEMENTS

en kg par jour et par ouvrier	1938	1946 1947	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Fond	760		901	944	1016	1234	1350	1422	1420
Découverte	1572	1337	3545	4574	5993	6608	7777	7720	7799

TABLEAU II.- LA PRODUCTION

milliers de tonnes	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Fond	1887	1880	1902	1956	1917	2018	1934
Découverte	636	657	681	716	725	759	756

TABLEAU III.- LES EFFECTIFS

décembre	1938	1946	1949	1952	1953	1954	1955	1956	1957	1958
Fond				2560	2458	2286	2063	1832	1743	1632
Jour				1310	1225	1190	1153	1151	1141	1107
Découv.	369	380		221	172	153	147	151	154	151
Ensemb.	3960	5250	4925	4091	3855	3629	3363	3134	3038	2890

bes. Saura-t-on alors trouver au charbon du fond le débouché rentable qui valorisera cette production ?

Avant la nationalisation, les charbons de l'Aveyron trouvaient leur clientèle dans les entreprises environnantes mais surtout locales, dans les usines à gaz et centrales thermiques de l'Est aquitain, dans les compagnies ferroviaires desservant ces régions. Aujourd'hui, l'Aveyron joint sa production à celle du Tarn et il est difficile d'en connaître la destination exacte, la répartition des ventes se faisant selon des critères d'utilisation plus que selon les origines géographiques. Il est probable que Carmaux joue dans l'économie des H. B. A. un rôle essentiel. Peut-être même le coke de Carmaux, déjà employé à 25 % dans la marche du haut-fourneau, finira-t-il par remplacer totalement celui de

l'Aveyron dans ce poste d'utilisation. Comment, alors, maintenir la cokerie? Il faut pourtant conserver ce débouché local à une marchandise pondéreuse et de faible valeur.

Une utilisation moins noble de charbons de seconde catégorie est celle de la centrale thermique édifiée à Penchot. Des accords avec l'E. D. F. ont porté sa puissance installée à 55 000 kW, ce qui absorberait de 350 à 400 000 t de charbon et permettrait d'ouvrir des perspectives à une politique locale de reconversion industrielle.

2. La métallurgie du fer et la chimie. La *Société des Usines Chimiques et Métallurgiques de Decazeville* (S.M.I.) a été constituée le 1^{er} janvier 1954 par participation égale de la *Société Métallurgique d'Imphy* (nouvelle dénomination de Commentry-Fourchambault-Decazeville) et des H. B. A. Les pourparlers s'étaient engagés depuis la nationalisation; la S. M. I. apportait ses établissements non nationalisés et obtenait la jouissance d'établissements non nationalisés, cokerie et usine de synthèse, dont l'intégration s'imposait pour des raisons techniques.

Les fabrications dépendent du haut-fourneau de 150 t, régulateur de l'usine. Il a été modernisé depuis 1946 et doit être remplacé dès fin 1958 par un élément fournissant 200 t par jour; ce nouveau haut-fourneau n'utilisera peut-être que du coke de Carmaux, ce qui mettra en danger l'existence de la cokerie. Celle-ci, d'une capacité moyenne de 6 000 t par mois, ne travaille que pour le haut-fourneau. On arrive difficilement à écouler les 35 millions m³ de gaz qu'on extrait : 15 sont distillés, 9 consommés par l'usine, moins de 4 par Decazeville et Rodez.

La distillation des gaz ne fournit que des produits assez grossiers : goudron (dont la moitié cependant est distillée) et benzol brut (distillé à Carmaux). L'usine de synthèse de l'ammoniac selon le procédé Georges Claude témoignait d'un souci plus poussé d'intégration descendante. Construite en 1922, l'usine poursuivait une carrière modeste mais honorable, produisant par jour 15 t d'ammoniac et 7 à 8 t de sulfate d'ammoniaque vendu comme engrais. A la Libération, devant la nécessité de renouveler l'équipement, on se demanda si la mine produirait assez de fines à coke pour alimenter l'usine agrandie (40 t/j). Que ferait-on d'une production double de coke qu'on ne pourrait utiliser? La nationalisation séparait le haut-fourneau de l'ensemble cokerie-usine Claude, ce qui gênait une action conjuguée (l'idée de société mixte intervint trop tard, l'usine Claude ayant fermé ses portes en 1953). Bref, ce fut la construction d'une usine de synthèse

moderne à Carling, dans le Bassin de Lorraine, qui emporta la décision des planificateurs. Une usine de synthèse du méthanol à partir de bois régionaux ou coloniaux, créée après la guerre, dut fermer ses portes fin 1951, l'exploitation n'étant pas rentable. Le département chimique reste donc aujourd'hui limité, même si on tient compte de la fabrication, depuis deux ans, de ciment utilisant le laitier du haut-fourneau, en liaison avec la *Société des Fonderies, Laminoirs et Cimenteries de Biache-Saint-Vaast*.

Les ateliers de construction utilisent la fonte locale ou des matières premières achetées. Près de la moitié des ouvriers y travaillent (408 sur 970, contre 231 au haut-fourneau et 137 au département chimique). L'examen des achats de l'usine semble montrer que la liaison d'origine entre l'usine et les matières premières locales s'est fortement desserrée, dégradant progressivement l'avantage de la situation. Les problèmes de l'usine sont ceux d'une entreprise éloignée non seulement des centres de consommation mais encore des centres d'approvisionnement. Les achats effectués dans la région (soit 150 km environ de rayon) n'atteignent que les trois quarts de ceux qui sont effectués au loin. Si on excepte la fourniture de charbon, l'apport du milieu local est presque nul. La situation de l'usine sera bien précaire si elle doit un jour acheter son charbon ailleurs. D'autre part, une telle usine distribue très peu de revenus dans la région, par rapport à ceux que fourniraient de petites industries de transformation. Elle n'intervient que par les salaires distribués pour animer un certain nombre d'activités de consommation. La même remarque peut être faite pour les autres usines du Bassin. L'industrie lourde fait vraiment figure d'une greffe assez artificielle sur un milieu qui ne fait que fournir ses hommes et quelques légumes.

Le problème des débouchés se pose surtout pour la métallurgie, activité principale de l'usine. La vente de produits bruts est relativement facilitée par la qualité des fontes spéciales que produit Decazeville: sont acheteurs les arsenaux de marine, les fabricants d'armement, un certain nombre de fonderies spécialisées et quelques grandes usines automobiles. La concurrence s'exerce géographiquement: citons, dans l'ordre, les établissements de Saulnes (Meurthe-et-Moselle), du Boucau (Basses-Pyrénées), de Chasse et de Givors (Bassin de la Loire). N'imaginons pourtant pas qu'une entreprise possède un rayon déterminé au-delà duquel s'arrête toute son influence: les fontes spéciales de Decazeville ont parcouru, en 1955, 600 km en moyenne.

Des accords avec la S. N. C. F. pour l'établissement de tarifs particuliers sont constamment nécessaires.

La vente de produits transformés se révèle plus difficile. Marchand de fonte brute, l'usine ne peut que difficilement concurrencer ses propres clients en vendant aussi ses fontes moulées. La transformation totale de la production reste délicate, vu la capacité de l'usine et surtout l'insuffisante demande de pièces fabriquées à façon. Le programme de reconversion de l'usine, adopté en 1956, prévoit l'abandon des fabrications de moulage de fonte, l'installation d'une section de fonte malléable destinée à l'industrie automobile, le développement de la construction métallique.

La clientèle est très variée dans ce dernier domaine, et la concurrence aussi. Les liaisons commerciales et financières de la S. M. I. sont d'un certain secours. Le programme d'extension est assez optimiste grâce aux prévisions du Troisième Plan qui envisage la production croissante de biens d'équipement, de maintenance, d'entretien, etc. On prévoit donc de porter à 150-180 t la production d'acier électrique, d'augmenter celle de l'atelier de mécanique générale, de transformer la chaudronnerie, etc. On espère beaucoup de la fabrication sous licence de poteaux télescopiques en acier dur et galvanisé.

Si les U. C. M. D. connaissent ainsi, de plus en plus, les inconvénients d'une localisation défavorable, elles se tournent résolument vers une politique intelligente de concentration et de spécialisation des activités. La recherche de la qualité s'impose également à la fabrique des tubes de la *Société Louvroil-Montbard-Aulnoye (L. M. A.)*. Peu avant la guerre de 1939-45, dans un but de décentralisation, le ministère de l'Armement demandait l'implantation à Decazeville d'un établissement de la L. M. A. Installé dans les anciens laminoirs, cet atelier fabrique des tubes sans soudure de petit diamètre, spécialité de L. M. A. L'usine a rendu de grands services pendant l'occupation, en particulier au moment où le Midi était coupé des centres de production du Nord. L'équipement du pipe-line de Saint-Marcet, les canalisations d'air comprimé dans les Houillères du Midi sont dus à cette usine. L'acier vient de Lorraine et les produits sont vendus dans la moitié sud de la France et à l'étranger. Fabrication et commercialisation sont réalisées en étroite liaison avec la maison-mère (c'est Aulnoye qui fabrique les tubes pour Lacq). C'est donc une usine qui doit assez peu à l'œuvre de Cabrol, au moins directement, et qui, elle aussi, travaille pour un marché lointain (300 ouvriers). On peut lui rattacher sa filiale (avec par-

tiicipation S. M. I.) : la *Société des Bitumes Spéciaux* (40 ouvriers) qui fabrique 5 à 6 000 t de bitume pour le revêtement des tubes. La production U. C. M. D. restant insuffisante, on fait venir la majeure partie du brai de Carmaux ou de Saint-Louis-du-Rhône.

3. **La métallurgie du zinc.** — Elle est née en 1855 du désir d'utiliser les richesses en charbon de la région et celles, plus hypothétiques, des mines de calamine. Cette implantation apparaît aujourd'hui contestable en ce qui concerne tant le charbon que le minerai. Pour la *Vieille-Montagne*, le choix de Viviez fut aussi déterminé par le désir de se trouver près des minerais découverts dans le bassin méditerranéen : le charbon de Decazeville est trop gras pour produire un métal de qualité. Il aurait fallu, pour vaincre la concurrence, importer du charbon, ce qui aurait beaucoup augmenté les prix de revient. De là, à partir de 1922, l'adoption du procédé électrolytique qui produit un métal très pur (environ 50 000 t). Comme sous-produits, il faut noter des sels minéraux et alliages divers (à partir des minerais extraits du bain), quelques objets simples fabriqués au laminoir de Penchot et surtout 20 à 25 000 t par an d'acide sulfurique. Cet acide est très difficile à écouler. L'usine Claude en prenait 700 à 800 t par mois. Carmaux et Albi en commandent 500 t et l'usine voisine de lithopone en prend 100 t sous forme de sulfate de zinc. L'insuffisante consommation d'engrais dans la région n'a pas jusqu'ici permis la création d'une usine de superphosphates. Cette impossibilité d'écouler l'acide sulfurique entrave l'extension du grillage. Aussi, c'est aux usines de Port-de-Boue et de Tonnay-Charente (celle-ci appartenant à un concurrent, la *Compagnie Asturienne*) que l'on confie le grillage d'une grande partie des blendes, l'électrolyse se faisant toujours à Viviez.

Des éléments de fabrications différenciées sont en place. Le laminoir de Penchot fournit toutes sortes de tubes, ainsi que l'appareillage courant de zinguerie. En association avec *Kuhlmann*, Vieille-Montagne a développé en 1940 la fabrication de lithopone, pigment blanc recherché en peinture et formé d'un mélange de sulfure de zinc et de sulfate de baryum. Enfin, il doit se monter, courant 1958, une fonderie sous pression de pièces en alliage de zinc destinés à remplacer le cuivre dans la fabrication d'objets d'usage courant. Le prix élevé des pièces moulées leur permettra de mieux supporter les frais de transport.

La métallurgie du zinc occupe, en 1957, 951 personnes à Viviez, plus de 200 à Penchot, 80 à l'usine de lithopone. La nouvelle fonderie fournira 300 emplois. La seconde entreprise du Bassin (par le nombre d'employés) a donc rompu toutes rela-

tions avec les conditions originelles de la localisation puisque combustible et minerai ne sont plus puisés aux mêmes sources. Il faut signaler, cependant, que Vieille-Montagne a donné l'exemple en exploitant d'autres ressources du pays (énergie électrique, main-d'œuvre assez peu qualifiée mais peu exigeante) et en développant des fabrications différenciées favorables au plein emploi et susceptibles de mieux s'adapter aux difficultés certaines de la situation géographique du Bassin.

4. **Les moyens de communication.** — L'éloignement des marchés de consommation, la concurrence croissante au cours du XIX^e siècle ont imposé au Bassin la constitution d'un réseau bien outillé pour l'exploitation et l'évacuation de matières lourdes. Aussi bien, la création de moyens de communication modernes a toujours préoccupé les dirigeants rouergats. Ce département rural a toujours éprouvé le besoin d'exporter vers les centres d'industrie ou de monoculture du Midi ou de la vallée du Rhône les produits d'une agriculture rendue excédentaire à force de travail. Les paysans du bassin houiller comptaient beaucoup, à la fin du XVIII^e siècle, sur la possibilité de mieux vendre leur charbon et le petit vin du cru.

Mais, en 1812, les voies de communication étaient dans un état bien précaire; ce sont les nécessités de l'exploitation industrielle puis celles de la commercialisation des produits qui suscitèrent les créations. La Société ne lésina pas sur le réseau communal et les chemins d'exploitation (route du minerai de Kaymar sur le Dourdou). Elle fit surtout porter son effort sur la route de Villefranche, vitale pour les relations de l'usine avec Toulouse et Bordeaux. La régularisation du Lot fut corrélativement entreprise par l'État, mais son achèvement définitif, vers 1870, était trop tardif et d'ailleurs insuffisant. La concurrence de la voie ferrée élimina progressivement la navigation fluviale et contribua, avec la construction de barrages, en amont, à déclasser la rivière. La voie du Lot n'a pas rempli les espérances de Cabrol.

On reste étonné du caractère précaire des transports avant la voie ferrée : c'est par chars à bœufs souvent embourbés, ou par des radeaux qu'il fallait parfois repêcher au fond du Lot, qu'on expédiait annuellement 10 à 20 000 t de fer, plusieurs dizaines de milliers de tonnes de charbon; le bassin a ainsi équipé entre 1836 (première livraison de rails) et 1858 (ouverture de la voie ferrée) une grande partie des réseaux de la Compagnie du Midi, du Grand Central, de Paris-Orléans, et Paris-Saint-Germain! Un tel mode de transport était très onéreux. La tonne de charbon

d'Aubin, la moins chère de France en 1845 (5,2 F contre 8,7 F au Creusot et 12 F à Anzin), payait près de 70 F pour arriver à Paris.

La voie ferrée était donc la bienvenue. Un chemin de fer à voie étroite construit par Cabrol pour amener à Firmy le minerai de Mondalazac devait dans son esprit être l'ébauche d'une ligne Rodez-Decazeville-Val'ée du Lot-Bordeaux. Mais Cabrol fut précédé par les dirigeants du Grand Central, propriétaires de la forge du Gua près d'Aubin, et concessionnaires de la ligne Montauban-Rodez. La ligne fut ouverte en 1858 et passait par Aubin, négligeant Decazeville qui n'obtint qu'une voie en cul-de-sac, en 1861. La concurrence entre les deux centres du bassin tournait ainsi à l'avantage d'Aubin (le président de son conseil d'administration, le comte de Morny, était le frère du ministre). La voie ferrée a contribué à diminuer le prix de revient de l'exploitation (transports internes) : de 80 %, estime M. Lévêque. Dans cette région très pauvre, essentiellement rurale, le trafic lourd du bassin contribue à limiter le déficit probable de la ligne. Ce sont des centaines de milliers de tonnes de charbon, minerai de fer, ferrailles, blende, zinc, produits semi-finis etc, qui circulent chaque année.

D'autre part, le chemin de fer, sur le plan du trafic local, a ruiné la circulation par les crêtes. Ayant choisi la vallée, pour des raisons techniques évidentes, il a contribué, autant que l'implantation des usines, à la descente définitive de l'activité humaine vers les talwegs. L'axe de circulation est désormais la vallée de l'Enne (Cransac-Viviez) et du Riou-Mort (Viviez-Penhot) et les routes s'adaptent à cette circulation longitudinale pour rejoindre les stations (fig. 1).

La transformation opérée par l'installation du chemin de fer devait évidemment influencer sur la vie de relations locale et régionale. Un des caractères du réseau rouergat, et c'est assez visible dans les prétentions des élus locaux au XIX^e siècle, fut de rechercher les relations à longue distance. Contre tout espoir, semblait-il, et au détriment de la circulation locale. La ligne de 1856 n'échappait pas à la règle et « brûlait » un grand nombre de stations (pas d'arrêt de Capdenac à Penhot). On a senti le besoin de développer les relations ferroviaires, soit entre les villes du bassin, soit entre le bassin et d'autres centres. Les Conseils généraux de la fin du siècle ont des projets : Decazeville-Entraygues; Villefranche-Rignac-Rodez (avec embranchement sur Aubin). Ils visent tous à organiser autour du bassin un réseau de relations avec des cantons agricoles. Mais aucun d'entre eux

n'a été réalisé. Decazeville reste rattaché à la grande voie par une navette, ce qui est lent et coûteux. Le trafic local finit par dédaigner le train au profit d'une route rénovée.

C'est l'automobile qui a véritablement permis de débloquer les campagnes et contribué ainsi au renouveau des villes moyennes déchues depuis le déclin des diligences (en particulier Rodez). Mais, dans le bassin, l'activité de la route s'appuie fortement sur les nécessités de l'industrie (trafic lourd et transport d'ouvriers) et secondairement sur les liaisons alimentaires de l'agglomération. La densité du réseau d'autocars apparaît suffisante. Ce qui l'est moins, c'est le réseau routier lui-même, trop étroit pour un trafic lourd et intense. La vigueur du relief entrave la circulation en allongeant les distances et en multipliant les difficultés de la route. Ce fait joue par exemple contre Decazeville, enserrée dans un étroit couloir, alors que Figeac, Villefranche ou Rodez disposent d'une étoile de routes commodes vers des cols ou des vallées. Dans une certaine mesure, la topographie a empêché Decazeville de prendre facilement conscience d'une situation de fait : celle de chef-lieu économique, administratif, culturel même pour toute une proche région agricole.

Tels sont donc les principaux éléments du complexe industriel. Il est remarquable que, mis à part les « géants » du bassin, toujours reliés, au moins à l'origine, à l'exploitation houillère, il ne s'est produit aucune création notable d'industries différenciées. Deux sociétés de travaux publics d'intérêt local, une petite manufacture de vêtements (180 ouvrières), une fabrique de quincaillerie, aujourd'hui simple souvenir; une petite industrie du meuble qui est plutôt un artisanat qui a réussi : le bilan reste mince pour un milieu de 30 000 habitants qui pourrait pourtant travailler pour une vaste région agricole. L'industrie lourde n'a pas fait « boule de neige » et il n'y a pas, dans le bassin, de quoi remédier sérieusement à une crise d'emploi qui serait suscitée par la fermeture de la mine.

Le milieu industriel aveyronnais est donc caractérisé : par la très grande dépendance envers les matières premières et les importants marchés de consommation, alors que le Bassin apparaît comme défavorisé à cet égard; par l'intégration des établissements dans des firmes ayant des intérêts lointains multiples : celle-ci a pour avantage d'élargir leur assise financière et commerciale, mais peut avoir pour inconvénient de détacher le capital investi d'un milieu qui n'est plus rentable, la décision coûtant moins à un industriel dans son bureau parisien qu'au

patron d'une entreprise familiale bien enracinée dans ses traditions; par le fait que la région fournit « une main-d'œuvre de qualité convenable, au rythme lent mais régulier » : la capacité de production est restée figée au niveau malthusien de 1930, l'équipement est souvent vieilli, conséquence des maigres bénéfices de l'entre-deux-guerres, et les inconvénients du site ajoutent aux prix de revient; par l'inexistence du marché de consommation local, donc la nécessité d'entrer en concurrence avec des régions mieux outillées.

Ce milieu industriel apparaît donc curieusement surimposé dans la région. N'a-t-il cependant pu transformer le cadre où il s'implantait? A-t-il suscité la naissance de genres de vie originaux?

III. L'INDUSTRIALISATION ET LES GENRES DE VIE

L'usine de Cabrol s'implantait dans un milieu physique ingrat. Nulle tradition industrielle n'y pouvait favoriser la transition avec un genre de vie rural assez archaïque. L'accumulation d'une population urbaine tirée en majeure partie de la campagne environnante, sa formation aux techniques de la vie industrielle ont souvent posé des problèmes, encore incomplètement réglés aujourd'hui. Près de la fabrique, énorme, l'aménagement humain présente un caractère de création hâtive, sensible surtout dans l'habitat.

1. Les aspects démographiques de la mise en valeur. — L'industrialisation a concentré dans le Bassin une population d'environ trente mille habitants (1954 : 30 647 hab. pour 5 communes). Succédant à une lente progression, une brusque poussée porte le chiffre de population de 8 000 environ en 1830 à 23 000 en 1861. Les années de stagnation économique 1870-90 marquent un palier vers 27 000. Un nouvel essor porte le chiffre à 36 000 à la veille de la grande crise économique qui le ramène à 30 000 dès 1936.

Cette progression d'ensemble tranche avec le recul de la population rurale dans le département. C'est vers 1850 que se situe l'époque du revirement, comme le montre la comparaison des graphiques d'évolution des cinq cantons industriels du département de l'Aveyron et des cantons ruraux.

Dans le Bassin, la généralisation des moyens de transport individuels ou collectifs a permis d'essaimer dans les bourgs ruraux voisins. Comme dans tout le département, les grandes crises ont

Tableau IV. - Evolution démographique
du département de l'Aveyron.

	1841-51	1851-61
Cantons industriels.	+ 1 898	+ 20 064
Cantons ruraux.	+ 6 819	- 9 078

donné lieu à des départs (il existe à San-Francisco une association de « Fils du Pays Noir »).

La deuxième phase d'expansion amène un courant d'immigration étrangère (après 1890) aujourd'hui ralenti : Espagnols avant tout (3 330 en 1950, soit 64 %) et Polonais (939, 18 %), mais aussi Italiens (400), Allemands (218), Portugais, Russes etc, très peu de Nord-Africains. Ces étrangers semblent avoir relâché, dans les travaux pénibles, les ouvriers aveyronnais éprouvés par les longues années de crise des années 1870 à 1890. Longtemps travailleurs temporaires, entassés dans la crasse des vieux quartiers, ils se sont fixés peu à peu et habitent de plus en plus dans les communes industrielles (Firmy par exemple), signe d'une élévation du niveau de vie.

Les Polonais conservent dans le Bassin leur réputation de gros travailleurs et d'excellents mineurs de fond. Les Espagnols ont tendance à fuir la mine, bien que beaucoup d'entre eux soient originaires des Asturies et, par là même, familiers avec le genre de vie et le paysage qu'on leur offre ici. Ils préfèrent le travail en usine ou s'installent comme artisans ou petits commerçants. L'assimilation est facilitée par des affinités de civilisation et de langue. L'immigration par familles entières favorise moins l'assimilation que l'enracinement, mais à travers celui-ci on rejoint finalement celle-là. Il n'y a pas de problème de minorité ethnique.

2. Les groupes professionnels. - *A. L'ouvrier du Bassin.* La médiocrité de la main-d'œuvre a été un sujet de préoccupation constante dans le Bassin. Au cours de son histoire, on voit souvent arriver dans le pays des techniciens étrangers ou des ouvriers venus d'entreprises en chômage (d'Alès en 1834, de Commentry après 1892, réfugiés du Nord en 1940). On a, d'autre part, trop souvent cherché à résoudre les crises économiques non par une amélioration de la production mais par une compression des salaires qui a toujours touché en premier lieu les ouvriers

les plus qualifiés : c'est là un étrange paradoxe pour une entreprise qui, par suite de son éloignement, doit se spécialiser dans une production de qualité.

La politique de réduction des activités en temps de crise, outre ses inconvénients économiques et sociaux directement déce'ables, a causé des ruptures profondes dans l'éducation professionnelle de la population locale. Ceci est particulièrement vrai pour la mine où l'apprentissage, extrêmement long, exige une grande continuité de l'emploi. La crise de l'embauche a encore été accrue par la modernisation des Houillères qui occupaient 5 500 ouvriers au total en 1945, 4 090 en 1952 et 3 900 au 31 décembre 1956.

Le recrutement à la base étant tari (20 personnes par an pour les Houillères) la structure par âge du personnel montre qu'il se rajeunit mal : d'où un certain manque de dynamisme et le coût moyen plus élevé des charges sociales. D'autre part, des jeunes gens pourvus d'une qualification ne peuvent être employés que comme manœuvres et doivent aux hasards des départs à la retraite l'octroi d'un poste plus en rapport avec leur compétence. Les jeunes vraiment qualifiés ou plus hardis vont s'embaucher ailleurs (au plus près à l'usine Ratier de Figeac qui fabrique des hélices).

Les avantages certains du statut du mineur, toujours attribués aux employés des U. C. M. D., ont contribué à fixer la main-d'œuvre. Le salaire industriel n'est d'ailleurs pour beaucoup qu'un moyen d'obtenir des revenus réguliers, que viennent arrondir les ressources tirées de la petite ferme familiale : pour ces ouvriers-paysans, la pratique des postes de 8 heures est commode. Enfin, une entente tacite entre les industriels de la région semble réduire la mobilité du personnel. Il faut donc, pour partir, un sens de l'initiative individuelle et des aptitudes professionnelles qu'on ne trouve que chez les jeunes gens issus des écoles techniques. La main-d'œuvre paysanne assure aisément le relais, quantitatif sinon qualitatif, de cette mince couche de migrants.

Il serait évidemment trop facile d'opposer la vie de l'ouvrier du Bassin avec ses horaires réglés, sa psychologie particulière, à l'existence rurale souvent teintée d'archaïsme du Ségala voisin. « Être du Pays Noir », cela signifie quelque chose, y compris sur le plan politique. Mais les dimensions réduites de la concentration urbaine, son isolement des grands centres de production, l'origine de son recrutement, la relative simplicité de sa structure économique donnent également au Bassin une physionomie

particulière parmi les types de milieux industriels. Les attaches avec le milieu rural sont favorisées par le recrutement démographique, l'implantation assez lâche de l'habitat : l'ouvrier du Bassin aime cultiver son bout de jardin. Par contraste avec les grandes cités du Nord, les loisirs sont aussi peu collectifs que possible : il y a peu d'associations corporatives. L'ouvrier du Bassin ne paraît pas éprouver le besoin de se forger une éthique et des camaraderies de « prolétaire ». La population ouvrière du Bassin n'a pas toujours été aussi paisible et le XIX^e siècle tout entier a été une période de « prolétarisation » très pénible dans la cité surpeuplée et enfumée. Les travailleurs du Bassin semblent avoir trouvé aujourd'hui un style de vie en harmonie avec leur façon de concevoir le mieux-être.

La tradition sociale de la mine s'est mieux conservée à Aubin et Cransac qu'à Decazeville, dont le recrutement démographique et la structure professionnelle sont plus variés. Mais elle reste faible pour bien des raisons. Les crises périodiques de chômage ont brisé la continuité des traditions. On s'échappe de la mine avant même d'y entrer et on préfère l'usine, l'artisanat local ou si possible le petit commerce de détail. Mais, d'une façon générale, le Bassin houiller et même l'ensemble de la région sont loin d'offrir la totalité des emplois qui pourraient assurer à chacun le développement de ses possibilités.

Pourtant, les Decazevillois n'aiment pas émigrer : on a eu les pires difficultés à transplanter à Carling (Lorraine) des ouvriers de la cokerie, pourtant célibataires pour la plupart et récemment immigrés. Cette insuffisante mobilité gênera peut-être les reconversions industrielles futures.

B. *La vie agricole.* Le bilan des influences de l'industrialisation sur la vie agricole est assez nuancé. Elle a tout d'abord assuré incontestablement la survie de la petite exploitation en drainant une grande partie de la main-d'œuvre en surnombre. D'autre part, et grâce à son salaire, le petit propriétaire a pu garder son lopin. Il n'y eut pas de grands transferts de propriétés. La petite propriété, pas plus que les sols trop pauvres, ne favorisent ici la spéculation. Peu de grands domaines nobiliaires ou ecclésiastiques à redistribuer à la Révolution, pas de citadins spéculateurs non plus à cette époque, car la ville s'est développée bien après le grand brassage agraire de la fin du XVIII^e siècle. Aujourd'hui encore, la bourgeoisie du Bassin, numériquement très faible, n'éprouve que peu d'attrait pour la terre, même à bas prix : les cadres supérieurs des usines ne sont pas des ruraux comme les commerçants ruthénois. Cette désaffection du bassin

à l'égard de la campagne alentour est surprenante. Elle s'explique sans doute par le fait que, si le recrutement démographique du bassin était rural et proche, l'ascension sociale n'a pas favorisé ces mêmes immigrants. Les cadres ne sont ni ruraux, ni rouergats, pour la plupart. Ainsi n'a pu se constituer une bourgeoisie foncière ou commerçante, comme à Rodez, tirant sa richesse de relations suivies avec la campagne. Une comparaison rapide de quelques données relatives à l'équipement rural (nombre de tracteurs par habitant, par exemple) montre que l'industrialisation n'a pas non plus haussé le Bassin beaucoup au-dessus de niveau du canton montagnard de Laguiole. L'agriculture est restée étroitement liée à des conditions naturelles qui étaient et sont toujours médiocres : sols minces et froids, pentes abruptes, action corrosive des fumées, invasion par les zones vagues ou bâties. Le bassin proprement dit (deux cantons) ne produit que 10 à 15 % de sa nourriture.

La contribution de l'agriculture rouergate à l'alimentation du Bassin central, a fait reculer les terres labourées au profit des landes à pâturages et de la culture jardinière, bien adaptée à des sols minces et à une propriété morcelée. Mais, sauf pour la pomme de terre, production typiquement régionale, il faut acheter ailleurs des compléments. C'est un avantage du milieu industriel du Bassin de trouver ainsi une partie de son approvisionnement à des prix relativement bas (ceci étant dû non pas à l'importance de la production mais à l'influence des habitudes d'autoconsommation).

C. La vie commerciale. La fixation d'une trentaine de milliers de personnes a entraîné la mise en place d'un réseau commercial dont le rayonnement est limité. La clientèle du Pays Noir, essentiellement ouvrière et paysanne, est assez peu exigeante sur la qualité mais consomme beaucoup à condition qu'on lui accorde un crédit dont elle a appris à user largement. Dans ce milieu, les commerces de luxe réussissent mal, la clientèle étant insuffisante. L'échec des boutiques de haute couture est significatif, de même que l'absence du grand café « bourgeois » cher à nos provinces.

L'organisation commerciale est uniquement tournée vers la satisfaction des besoins du Bassin: on ne trouve pas de grossistes expédiant les produits agricoles. Le petit commerce résidentiel, fortement concentré dans la rue principale, est un moyen d'élévation sociale pour d'anciens ouvriers ou employés de la mine ou de l'usine. Il a lié sa fortune à celle des industries locales.

On l'a vu prendre fait et cause pour l'ouvrier lorsque des grandes crises qui menaçaient le pouvoir d'achat des consommateurs, ou plus simplement détournaient ailleurs les revenus salariaux. En 1886, les commerçants semblent avoir excité la population contre Watrin qui désirait abaisser le prix de la vie (et les salaires) en créant des coopératives alimentaires. Plus près de nous, la campagne d'opinion dirigée contre le départ d'un grand nombre d'ouvriers en Lorraine a eu un ferme support dans le milieu commerçant.

La tradition des coopératives n'est pas surprenante en milieu industriel. En fait, les coopératives d'initiative locale, nées pendant la guerre, sont largement éclipsées par des sociétés à succursales qui ont leur siège à Toulouse, Rodez ou Clermont-Ferrand. Enfin, l'ouverture récente d'un grand magasin à prix unique a porté un coup au commerce local, déjà concurrencé par les forains. Il séduit l'acheteur par son atmosphère de « grande ville » : entrée libre, vendeuses en blouse pastel, lumière à profusion et diffusion de disques à la mode. La réussite de ce magasin est certaine et s'est même étendue à l'alimentation, à la différence de Figeac, ville plus bourgeoise, où un magasin du même genre tend à somnoler. Le commerce résidentiel cède donc du terrain et s'oriente vers la vente de produits de qualité plus coûteux. Mais le marché du bassin paraît bien mince dans ce dernier secteur.

L'essor des moyens de communication et l'accumulation de revenus indirectement tirés du sous-sol pouvaient-ils faire de Decazeville un centre de redistribution commerciale susceptible de survivre à la richesse minière? La comparaison, faite à la simple lecture d'un annuaire, entre Rodez et Decazeville montre qu'il n'en est rien. La spécialisation dans l'industrie lourde, dont la majeure partie des revenus sont consommés ailleurs, a fait avorter toute initiative commerciale importante. Le seul élément favorable réside dans le nombre d'acheteurs et les quantités vendues qui permettent des prix abordables (la vie dans le bassin est moins chère qu'à Rodez). Par contre, les handicaps sont nombreux : difficultés d'accès aux centres urbains, insuffisance de l'équipement commercial et particulièrement des bâtiments (halles, entrepôts, hôtels), manque de traditions commerciales et de supports administratifs d'importance.

Pour bien des raisons enfin, le paysan acheteur se sent mieux chez lui à Rodez qu'à Decazeville, cité ouvrière. Il existe ainsi une certaine opposition entre le Bassin et le terroir agricole rouergat, qui contribue à isoler la région industrielle. En fait,

L'influence du Pays Noir est vite limitée : à Montbazens par celle de Villefranche, à Saint-Martin-de-Bouillac par celle de Capdenac, à Montredon par celle de Figeac, à Saint-Parthem par celle de Maure, à Rignac, Saint-Cyprien et Marcillac par l'influence de Rodez. Ce n'est qu'à l'occasion de ses foires que Decazeville devient un point de contact entre éleveurs de « naissins » de l'Aubrac et acheteurs du Ségala ou du Causse. Decazeville n'a pas su trouver dans la vie de relations les ressources dont l'évolution de l'industrie la privera peut-être un jour.

3. L'aménagement urbain. — Avant l'industrialisation, à une époque où Decazeville n'était qu'un marécage, l'habitat était dispersé en hameaux de huit à dix maisons hissées au sommet de versants raides. L'usine s'installe largement dans la vallée avec les droits du premier occupant (sauf à Viviez où, tard-venue, elle se niche en bordure de la ville, dans la zone inondable). La mine dévore la montagne (découverte de Lassalle) et la reconstruit ailleurs en immense terrils pointus. Parfois, ne pouvant pousser plus loin, elle s'arrête aux bords d'un village, comme à Firmy en 1896. Ailleurs, elle démolit des maisons d'habitation, volontairement... ou non (des quartiers hauts ont disparu à Cransac).

Dans l'atmosphère même, les âres odeurs de goudron de houille, de fumée de toutes sortes, prennent à la gorge et attaquent le paysage végétal : la « montagne pelée » qui surplombe Viviez est d'une désolation africaine. La persistance des brumes et fumées dans ces vallées étroites ajoute encore à la tristesse du décor. Pour se rapprocher de l'usine, l'habitat est descendu dans la vallée. Les premiers quartiers de Decazeville se sont d'abord fixés à mi-hauteur, penchés au bord des cheminées ou pe'otonnés directement contre les murs de la fabrique. Ils sont aujourd'hui dans un état de délabrement lamentable, rongés par les fumées de plus d'un siècle. Puis, la population s'accumulant, les maisons se sont écartées de l'usine. Ces villes se sont adaptées au talweg. Le moindre élargissement permet d'établir plusieurs rues parallèles, mais on n'y arrive pas toujours et l'agglomération se réduit souvent à cette rue monotone et grise qui, sous des noms divers, remonte la vallée de l'Enne. L'habitat se groupe ainsi en noyaux séparés par quelques kilomètres : l'allongement des distances qui en résulte se combine avec l'inconvénient du manque de place.

L'exemple de la croissance de Decazeville explique les caractères de l'habitat. A l'origine, la maison, conçue comme un dortoir, est attenante à l'usine. Avec l'accroissement de la population, on

déborde largement les terrains acquis par celle-ci; on s'appuie sur les anciens lieux habités et sur des croisements de sentiers, noyaux d'aspect rural séparés par des zones vides ou se peuplant en ordre lâche. La dispersion anarchique des habitants succède à l'anarchique entassement. Ce peuplement capricieux le long des chemins ruraux, favorisé par la coutume du jardinnet attenant à la maison, est encore la règle aujourd'hui. Cette dispersion est un gaspillage de place et une gêne pour les services publics. Si Decazeville doit s'étendre, c'est la plaine de Livinhac qui doit désormais accueillir ses habitants : mais son avenir justifie-t-il vraiment une extension systématique de l'assiette urbaine?

La répartition sociale par quartiers nous paraît moins marquée que ne l'indiquait M. Guglielmo. Sauf dans les très vieux quartiers, la distinction se fait plus par les types de maisons que par leur regroupement systématique. La croissance anarchique et hâtive de la ville, l'absence de noyau bourgeois sont des entraves à la ségrégation par quartiers. Le milieu industriel n'est pas venu, avec corons et fabriques, se greffer en dehors de la cité : il est né avec elle. Les compagnies, enfin, rachètent des maisons « bourgeoises » un peu partout pour loger leurs employés, ce qui favorise la fusion spatiale des catégories sociales.

La migration vers l'Ouest de la ville à la recherche d'un peu plus de confort et d'un peu moins de fumée est le fait de tous, grâce aux cités ouvrières de la ville et des grandes entreprises. Quant aux quartiers de l'Est, ils sont un anachronisme et une plaie sociale. Certes, en dépit des conditions d'hygiène, il serait difficile d'éliminer toute agglomération à Fontvernhes, point de départ de la route de Rodez et gare de marchandises. Mais il n'y a nulle nécessité à maintenir des taudis de la « montagne » où tout se mêle pour composer un sombre tableau : matériau croulant et sale, maisons vieilles (non rebâties, dit M. Guglielmo, depuis l'origine), dégradées par les fumées et sans le moindre confort.

L'explication donnée paraît valable : les difficultés financières constantes ont empêché de reconstruire un noyau urbain né en 1830 dans des conditions difficiles. La population qui y vit ne peut s'en extraire par ses propres moyens. Le budget de la ville est insuffisant pour payer l'erreur séculaire. Peut-être aussi hésite-t-on à reconstruire pour un avenir incertain?

CONCLUSION

A l'origine simple entreprise hardie, quelque peu pionnière, l'œuvre de Decazes a réussi à s'encaster dans un cadre incommode et à conserver son originalité tant par rapport au milieu rural environnant qu'envers d'autres ensembles industriels. Certes, dans le premier cas, la volonté d'un développement harmonieux des activités existantes, le souci de créer une unité de vie, sont étrangers aux pionniers de l'industrialisation. Mais l'exploitation industrielle a brutalement imposé sa marque aux hommes et au paysage. D'autre part, l'installation d'établissements aussi importants dans une campagne à peu près vide, économiquement parlant, devait tisser un réseau de relations nouvelles : des activités différenciées se sont créées pour tirer parti d'un marché de main-d'œuvre et de consommation greffé somme toute artificiellement sur un terroir ingrat. Ainsi tranche le Pays Noir sur les Ségélas voisins : le Bassin partage avec bien d'autres centres du Massif central le médiocre privilège d'être une cellule économique très isolée sans être autonome.

Le problème de la survie du Bassin se pose aujourd'hui : cet ensemble créé pour l'exploitation de richesses minières, principalement pour le charbon, s'est développé en fonction de ce souci. Les différents minerais ont été abandonnés les uns après les autres : aujourd'hui le charbon tire à sa fin. Pourra-t-on vraiment lui trouver un remplaçant susceptible d'animer l'activité de trente mille personnes ? Le gaz de Lacq ne parviendra peut-être pas dans le Bassin. Une centrale atomique, ou plus simplement l'extension de la technique Vieille-Montagne, c'est-à-dire la naissance d'un complexe électro-métallurgique à partir des réelles possibilités hydrauliques toutes proches ? De toutes façons, on sent bien dans le Bassin que les expériences de reconversion ne sont que provisoires et insuffisantes. Il faut viser beaucoup plus loin, car dans vingt ans au plus le Bassin ne pourra plus compter sur son charbon. C'est pourquoi il a été classé en janvier 1956 parmi les zones de sous-emploi chronique, ce qui suppose sous une forme ou une autre une aide de la collectivité nationale.

Dans un complexe aussi géographiquement et socialement isolé, la conduite des affaires du Bassin a toujours été le fait des chefs d'entreprise. Aujourd'hui, la responsabilité de l'avenir n'appartient plus seulement à l'initiative privée : la notion de rentabilité des investissements privés doit composer avec d'autres données. Il ne faut pas négliger le coût de l'abandon ou du sous-emploi d'un équipement industriel, urbain, ferroviaire et

roulier, ni la part de revenus distribués à une population rurale incapable actuellement de commercialiser dans de bonnes conditions une production de qualité très moyenne. Il est très difficile de chiffrer exactement ces données dans un cadre local d'ailleurs assez flou. En étudiant, à propos du Bassin houiller de l'Aveyron, la notion de cloisonnement des marchés, il serait peut-être possible d'esquisser un programme raisonnable de différenciation des industries decazevilloises. L'adaptation des méthodes de comptabilité nationale au cadre local serait souhaitable. Mais la décision finale de l'aménagement appartient aux individus et non à l'Etat : c'est le chef d'entreprise qui décide. Entre l'entreprise et l'Etat il n'existe aucun pouvoir de décision à l'échelon régional, susceptible d'assurer la responsabilité de l'avenir du Bassin. L'habitant lui-même ne sait pas toujours discerner quel est son propre intérêt, ou le trouve là où le planificateur ne l'attendrait pas : dans un attachement à un milieu médiocre et à des structures dépassées.

BIBLIOGRAPHIE

Généralités.

- (1) AFFRE, *Dictionnaire des Institutions du Rouergue*, Rodez.
- (2) VIGARIE, *Esquisse générale du département de l'Aveyron*, Rodez, 1930.
- (3) COUDERC, *Bibliographie historique du Rouergue*, Rodez, 1931.
- (4) A. MEYSNER, *Sequalas, Levezon, Châtaigneraie*, Aurillac, 1931.
- (5) Périodiques : *Le Journal de l'Aveyron* (Bibliothèque Nationale); *La Dépêche du Midi*.

Historique.

- (6) MONTEIL, *Description du département de l'Aveyron*, Paris, 1802.
- (7) MURAT, *Topographie physique et médicale du territoire d'Aubin*, Rodez, 1805.
- (8) PILLET-WILL, *Rapport de l'usine de Decazeville*, Paris, 1832.
- (9) AUSTRY, *Notice historique et descriptive du Chemin de fer Montauban-Rodez*, Villefranche, 1859.
- (10) *Le Bassin houiller de l'Aveyron illustré*, Decazeville, 1906.
- (11) Comité des Forges, *La Sidérurgie française 1864-1914*, Paris.
- (12) LÉVÊQUE, *Historique des Forges de Decazeville*, Saint-Étienne, 1916.
- (13) DECROQ, La houille à Decazeville, *Rev. Géogr. Pyrénées*, 1932.
- (14) PRADALIÉ, L'industrie du zinc à Viviez, *Rev. Géogr. Pyrénées*, 1936.
- (15) DUNHAM, *La Révolution industrielle en France*, Paris, 1953.
- (16) Société Commentry-Fourchambault-Decazeville, *Ouvrage du Centenaire*, 1954.

Activités actuelles.

- (17) Comité d'action, de liaison économique et de productivité du département de l'Aveyron, *Situation et perspectives* 1954.
- (18) P. RAMADIER, Situation et perspectives du Bassin houiller, *Revue du Rouergue*, janvier-mars 1954.
- (19) R. BRUNET, Où en sont les bassins houillers d'Aquitaine, *Rev. Géogr. Pyrénées*, 1957.
- (20) J. F. GRAVIER, *Etudes régionales d'emploi : Auvergne-Aquitaine*, Etudes et documents de la C. E. C. A., Luxembourg, 1957. C. r. par R. BRUNET, *Rev. Géogr. Pyrénées*, 1958.
- (21) *Revue de la X^e Région Economique, Mairies et Chambres de Commerce, Annuaire de l'Aveyron, Bulletins régionaux de Statistiques, Notes et Etudes Documentaires*, Documents photocopiés des diverses entreprises du Bassin.

Vie commerciale et agricole, problèmes humains.

- (22) Enquête agricole dans les départements, Paris, 1867.
- (23) R. DEGUIRAL, *L'Aveyron et l'émigration aveyronnaise*, Rodez, 1942.
- (24) GIRARD et MONTEY, *Développement économique et mobilité des travailleurs*, Publ. de l'Inst. Nat. Etudes Démogr. Paris, 1956.
- (25) R. GUGLIELMO, Facteurs et formes de l'évolution urbaine à Decazeville, *Bulletin Assoc. Géogr. Fr.*, mars-avril 1955.
- (26) Y. POMARÈDE, Le renouveau de la route et l'essor de Rodez, *Rev. Géogr. Pyrénées*, 1954.